

11 AVRIL 2018 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

*Palais de l'Élysée, mardi 10 avril 2018*

Votre Altesse royale,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'avoir pu accueillir Son Altesse royale, le prince Mohammed BEN SALMANE, durant ces trois journées passées à Paris dans une visite officielle en France extrêmement importante. Nous avons eu l'occasion d'avoir un long échange dimanche en fin de journée. Vous avez pu découvrir les différents aspects sur le plan économique, stratégique de notre pays durant plusieurs contacts, à la fois avec le Premier ministre, plusieurs ministres, les communautés d'affaires. Nous venons à l'instant de signer deux accords-cadres importants et le prince m'a transmis un message et une invitation de Sa Majesté le roi SALMANE pour un voyage retour d'ici à la fin de l'année, que j'ai acceptée avec plaisir.

Au cours de ces trois jours, nous avons eu l'occasion de discuter de tous les sujets qui font notre relation bilatérale et qui font suite à l'échange que nous avons eu en fin d'année dernière lorsque j'avais passé quelques heures à Riyad en revenant des Emirats arabes unis. Notre volonté est claire : elle est aujourd'hui de fonder un partenariat dans la durée entre nos deux pays, de le faire autour d'un travail stratégique qui a été approfondi par nos ministres durant ces trois journées et de le penser à la fois en fidélité avec notre passé parce que la France a une relation historique avec l'Arabie saoudite, stratégique dès les débuts mêmes de votre pays, de votre Etat et en la réinventant aussi à l'aune des défis qui sont les nôtres.

La dernière décennie, il faut bien le dire, a mis un peu entre parenthèses cette relation bilatérale, soit pour privilégier d'autres partenaires dans la région, soit pour tenter de la réinventer en faisant de l'Arabie saoudite exclusivement un client à gros contrats. C'est propre à la France et donc, en France, il y a deux façons de faire avec un pays : soit on signe des gros contrats et on dit au président de la République : « Vous avez oublié vos principes pour signer des gros contrats », soit on ne signe pas des gros contrats et on dit au président de la République : « Vous n'existez donc pas vis-à-vis de ce pays parce que vous n'avez pas signé de gros contrats. »

Il y a une troisième voie aussi, qui est d'abord d'avoir une stratégie commune, de la partager, de partager des accords et des désaccords dans cette stratégie et de faire que la relation qu'on construit soit conforme dans la durée avec celle-ci. C'est la méthode que nous avons décidé d'adopter. Elle repose sur les quatre piliers sur lesquels je veux revenir. D'abord, un pilier politique. Nous avons, je crois pouvoir le dire, une volonté commune de lutter activement contre toutes les formes de terrorisme. C'est d'ailleurs pour cela que l'Arabie saoudite a joué un rôle extrêmement important suite à nos échanges dans le cadre du Small Group que nous avons élaboré et dans la construction, avec plusieurs partenaires de la région, d'un accord inclusif pour la Syrie. Travail que nous allons poursuivre ensemble dans les prochaines semaines.

C'est aussi pour cela que je vous remercie d'avoir voulu une représentation au plus haut niveau et une

représentation active à la conférence qui se tiendra les 25 et 26 avril prochains à Paris en matière de lutte contre le financement du terrorisme, parce qu'il nous faut aujourd'hui construire les leviers internationaux et c'est un sujet à la fois politique mais aussi très technique, qui suppose de mobiliser tous nos services en la matière et l'ensemble de nos compétences pour couper les différents financements dont les groupes terroristes, aujourd'hui, peuvent encore bénéficier ou dont ils bénéficieront compte tenu de leur réorganisation dans l'avenir.

C'est cette même vision qui nous a donc conduits à vouloir aussi acter d'une volonté commune de stabiliser la région, et la stabilité de la région passe par la stabilisation de plusieurs Etats clés. Et je veux à cet égard vous remercier de l'engagement très clair et très fort que vous avez pris en fin de semaine dernière lors de la conférence CEDRE en vous engageant à verser 1 milliard de dollars dans le cadre, justement, de cette conférence pour le Liban et pour accompagner ces réformes économiques. Et à votre demande, nous aurons d'ailleurs tout à l'heure, pour le dîner qui est offert en votre honneur, la présence du Premier ministre, Saad HARIRI, marquant ainsi notre volonté conjointe de continuer à accompagner le Liban sur cette voie.

Il nous faudra aussi dans les prochains mois, pour poursuivre cet objectif de stabilité, œuvrer ensemble sur le sujet de l'Iran. Sur ce sujet, nous avons une vue tactique différente sur l'accord nucléaire dit JCPOA mais nous avons, je crois pouvoir le dire, une vision stratégique cohérente. Cette vision stratégique, c'est de réduire tous les projets d'islam politique expansionnistes qui peuvent nourrir d'autres formes de terrorisme et déstabilisent la région. Et donc, à ce titre, la France continue de penser qu'il est important de préserver le cadre du JCPOA parce qu'il est le seul qui nous permet d'avoir une forme de contrôle et de visibilité sur l'activité nucléaire iranienne, mais comme je le promeus depuis septembre dernier, il doit être complété par un travail accru en matière de limitation de l'activité balistique de l'Iran et d'expansionnisme régional de l'Iran.

Je demeure persuadé que ces deux voies complémentaires s'imposent et, même si sur le sujet du JCPOA, nous ne partageons pas la même vue, nous avons la même finalité et nous allons donc œuvrer ensemble dans les prochains mois, avec plusieurs de nos partenaires, pour que sur le balistique et l'encadrement de l'activité justement, l'expansionnisme iranien dans la région, nous ayons des actions communes. Ces actions commencent d'ailleurs en Syrie comme en Irak pour tout faire afin que le processus électoral irakien se passe dans de bonnes conditions et sans influence de puissances étrangères, en particulier l'Iran, et pour qu'en Syrie, nous ayons une solution inclusive qui ne passe ni par la partition de la Syrie ni par l'exclusion, la domination d'une partie du peuple syrien.

En matière de défense, nous avons là aussi acté de plusieurs convergences et de plusieurs sujets qui suscitent parfois des commentaires ou beaucoup de sensibilité. En matière de défense, notre volonté est de poursuivre, comme nous le faisons depuis le début, pour assurer notre sécurité réciproque et les éléments de stabilité entre deux partenaires.

Sur le Yémen, depuis le début du conflit, la France a une position claire qui d'ailleurs l'a conduite dès le début du conflit à échanger des informations et se tenir aux côtés de l'Arabie saoudite pour assurer sa sécurité face aux tirs balistiques dont elle faisait l'objet. Et je vais être très clair sur ce sujet, dans cette guerre-là, il est évident que nous ne tolérerons aucune activité balistique qui menace l'Arabie saoudite et l'intégrité de ses concitoyens. Donc, nous continuerons à être très clairs en la matière. Néanmoins, nous sommes attachés au respect du droit international et en particulier du droit international humanitaire pour ce qui est de la situation au Yémen. Nous en avons déjà parlé en fin d'année dernière. La France a d'ailleurs soutenu les résolutions au Conseil de sécurité des Nations unies en la matière et donc nous continuons à être extrêmement vigilants sur ce point et à souhaiter qu'il puisse y avoir un travail encore accru en matière humanitaire à l'égard des populations civiles au Yémen, et que toute la clarté soit faite sur les inquiétudes qui proviennent en particulier des organisations non gouvernementales.

Sur ce sujet, le prince Mohammed m'a rappelé tout ce qui était d'ores et déjà fait par l'Arabie saoudite

Sur ce sujet, le prince Mohammed m'a rappelé tout ce qui était d'ores et déjà fait par l'Arabie saoudite et nous sommes convenus d'organiser d'ici à l'été une conférence humanitaire sur le Yémen commune qui se tiendra à Paris et qui permettra, d'une part, de faire la clarté sur tout ce qui est fait, sur tout ce qui doit être fait et permettra de prendre de nouvelles initiatives en matière humanitaire pour les populations civiles. Et donc, sur le Yémen, la position de la France est claire : plein soutien à la sécurité de l'Arabie saoudite, condamnation de l'activité balistique venant des Houthis, volonté de trouver une solution politique au conflit et grande exigence humanitaire à l'égard des populations civiles.

Nous avons aussi acté d'une volonté commune de construire un cadre partenarial en matière de sécurité sur la mer Rouge et là aussi, d'aider dans toute la région, aux côtés de nos alliés, à avoir une activité soutenue, un partenariat stratégique sur lequel nous allons continuer à travailler ensemble mais qui est pour moi un des axes forts de la relation bilatérale.

Troisième point je souhaite souligner à ce titre, c'est aussi le partenariat que nous avons construit ces derniers mois suite à la visite que j'avais rendue au prince Mohammed à Riyad au Sahel puisque l'Arabie saoudite s'est non seulement engagée aux côtés de la France pour soutenir les pays membres du G5 Sahel et le financement de leurs forces armées communes, mais a aussi annoncé doubler cet effort pour soutenir les initiatives en termes de développement dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, partageant en cela la vision stratégique qui est la nôtre qui est qu'il nous faut avoir un pilier militaire et un pilier développement pour aider nos partenaires au Sahel et je tiens à vous en remercier profondément. Ça manifeste la cohérence de la vision politique que j'évoquais à l'instant.

Le troisième axe de la relation est économique. Il a conduit à plusieurs signatures, des discussions-cadres, mais il va continuer à se décliner dans les prochains mois jusqu'à la visite que je vous rendrai. Cette relation économique, elle passe, d'une part, par le développement d'entreprises françaises qui peuvent accompagner les projets et la Vision 2030 du prince Mohammed en termes de diversification énergétique, en termes de ville durable, en termes d'innovation, d'intelligence artificielle, de grands réseaux, nous avons des compétences, des savoir-faire qui justifient pleinement la part de nos entreprises. Et ce partenariat économique, je le souhaite, permettra d'intensifier notre relation, le développement, la création d'emplois et, justement, de contrats conjoints.

Il y a aussi la volonté de procéder à des investissements en France et des investissements stratégiques conjoints et, en la matière, les secteurs des médias, de télécommunications, de l'innovation, des loisirs comme du luxe sont identifiés comme stratégiques et sont cohérents avec la volonté qui est la nôtre de porter justement un projet pour l'intelligence française et le savoir-faire français. Et nous avons aussi des projets dans l'agroalimentaire auxquels nous tenons beaucoup. Aussi avons-nous parlé de plusieurs sujets stratégiques, comme de l'entreprise DOUX où un investisseur justement saoudien est déjà présent. Et je souhaite que nous puissions poursuivre justement ces échanges. La volonté qui est la nôtre, c'est que les stratégies économiques que nous portons de part et d'autre puissent trouver justement la capacité à planifier de manière conjointe des investissements croisés et des stratégies complémentaires.

Enfin en matière de culture, d'éducation et de recherche, un accord-cadre a été signé pour développer des programmes conjoints, développer en matière d'enseignement supérieur, de promotion de la langue française de nouvelles initiatives sur lesquelles nous allons continuer à travailler d'ici à la fin de l'année. Et je pense que ce que nous venons de signer à l'instant est un exemple très fort de ce quatrième pilier. En lançant un partenariat franco-saoudien pour mettre en valeur le site exceptionnel de Mada'in Saleh, dans le gouvernorat d'Al-Ula, qui est un haut lieu de la civilisation nabatéenne, nous marquons une volonté d'avoir un partenariat qui est un partenariat archéologique, patrimonial, culturel, mais aussi touristique, économique, qui participe aussi d'un projet qui est le vôtre, qui est de montrer la profondeur de votre culture et son enracinement dans les civilisations les plus antiques et la volonté qui est la nôtre de participer justement à cette entreprise. Une agence est créée ce jour, partenaire de la Commission royale saoudienne consacrée à ce projet. Elle sera dirigée par Monsieur Gérard MESTRALLET et engagera ses actions sans délai.

Sur l'ensemble de ces sujets – je ne suis pas exhaustif mais je compléterai en fonction de ce que vous souhaitez sur différents points –, nous avons souhaité donc refonder sur ces quatre piliers la relation bilatérale parce que je crois très profondément que nous sommes à un moment de nos histoires et de la région qui est la vôtre qui le justifie. Alors, j'entends tous les commentaires qu'il y a et nous y reviendrons peut-être dans les questions et les questionnements légitimes qui émanent de la société civile, des journalistes sur les droits de l'homme et les différents sujets sensibles concernant votre pays.

Je regarde en même temps aussi ce qui se passe dans la région et les autres projets. Nous avons là un jeune dirigeant qui a des responsabilités éminentes et qui est en train d'aller vers les plus hautes fonctions, dans un pays dont 70 % de la population a moins de 30 ans. On peut avoir le choix qui est de rester sur nos positions classiques. On peut décider que les premiers gestes de modernisation de sa société sont cosmétiques. Si on fait ça, alors on laisse le prince Mohammed face à ceux qui, dans sa région, pensent le contraire et décident d'aller en arrière, de rester à un islam politique ou à des choix terroristes.

Moi, je ne sais pas tout, je ne suis pas dirigeant de l'Arabie saoudite et je ne connais pas assez intimement sa société. Je sais une chose, c'est que s'il y a une chance que son projet réussisse, c'est la responsabilité de la France de l'accompagner et donc de lui dire : « Vous avez déjà beaucoup fait pour les femmes dans votre pays. Il y a encore énormément à faire. » Il y a des sensibilités parce que nos pays ne sont pas au même niveau mais nous avons un dirigeant qui a passé plus de 5 % de son temps de vie en France, dont la population en large partie aujourd'hui a étudié en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Asie donc qui a vu d'autres choses. Et donc les ferments du changement sont là.

Et donc, je répondrai à toutes les questions qui se posent. Je sais toutes les imperfections, je sais les désaccords que nous pouvons avoir sur certains sujets et nous les avons évoqués avec beaucoup de franchise. La France continuera à parler avec beaucoup de partenaires de la région qui ne sont pas forcément les partenaires de l'Arabie saoudite parce que notre relation n'est pas exclusive et parce que c'est la force de la diplomatie française. Mais je sais une chose : notre détermination pour lutter contre le terrorisme, notre volonté de stabilité dans la région et notre ambition de modernisation de nos sociétés, notre volonté d'accompagner une vision séculière de nos sociétés et d'avoir un projet politique qui permette l'émancipation des personnes, a une chance supplémentaire d'aboutir si nous travaillons ensemble. Et pour toutes ces raisons, je nourris beaucoup d'espoir pour le projet qui est le nôtre et pour tout ce que nous allons faire dans les prochains mois jusqu'à la visite, Votre Altesse royale, que je vous rendrai en fin d'année, dans votre pays, en vous remerciant d'avoir porté cette invitation au titre de votre père et en vous remerciant pour ces trois jours passés en France.